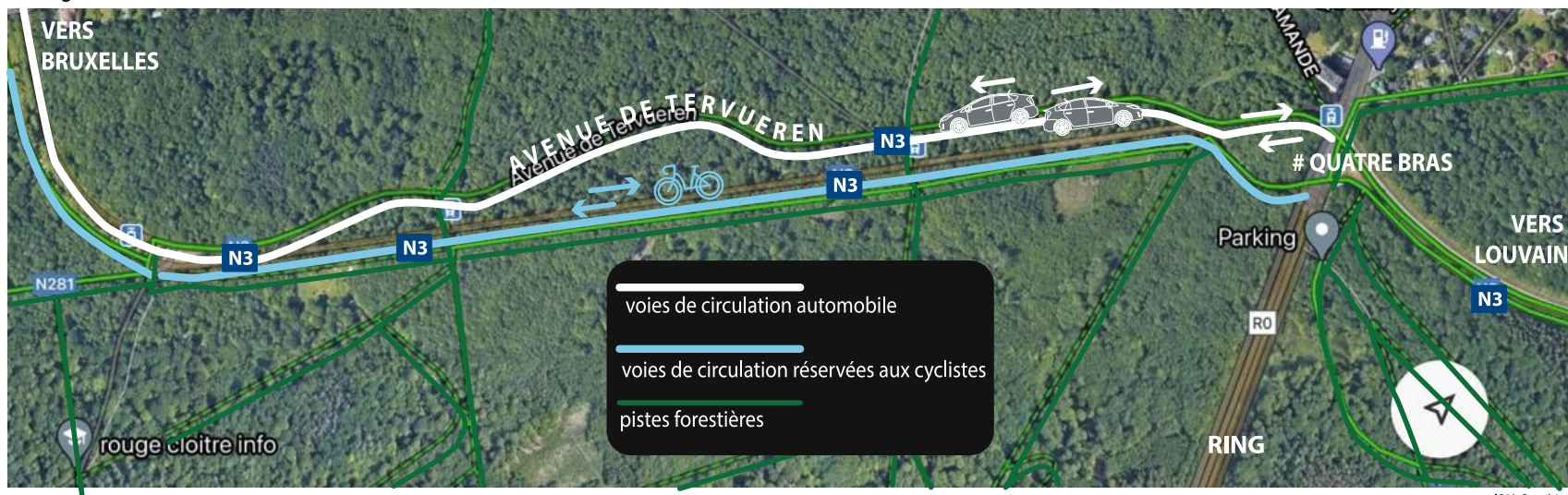


## CHANGEMENT DE CIRCULATION SUR L'AVENUE DE TERVUEREN QUE LA FLANDRE VOUDRAIT TESTER CET ÉTÉ

Changement d'utilisation de la chaussée entre l'avenue de la Faisanderie et le carrefour des Quatre Bras



# La Flandre veut fermer deux bandes de circulation aux Quatre Bras de Tervueren

■ Le projet doit être mis en test dès la fin août, mais Woluwe-Saint-Pierre le rejette en bloc.

C'est un "non" ferme et catégorique que la commune bruxelloise de Woluwe-Saint-Pierre a adressé ce mardi à la "Werkvennootschaap", le bras armé du gouvernement flamand dans le projet d'élargissement du ring autoroutier autour de Bruxelles. Elle a également remis son avis défavorable à la Région bruxelloise, impliquée dans ce dossier puisque l'avenue de Tervueren, dont il est question ici, est une voirie... régionale et non communale.

De quoi parle-t-on précisément? Du projet porté par la Région flamande intitulé "Werken aan de ring" qui implique, comme son nom l'indique, de grands travaux d'élargissement autour du ring de Bruxelles. Parmi ceux-ci, figure un projet de réaménagement qui concerne l'est de la Région bruxelloise: l'avenue de Tervueren (N3) et les Quatre Bras de Tervueren. Dans ce projet, le tronçon bruxellois de la N3 verrait disparaître son bras sud afin d'en faire une autoroute cyclable (voir carte ci-dessus). Le trafic entrant et sortant serait alors ramené sur l'unique tronçon nord. Pour le dire autrement, la Flandre souhaite supprimer deux bandes de circulation (une voie pour le trafic entrant et une voie pour le trafic sortant) aux portes de Bruxelles pour en faire une autoroute cyclable dans chaque sens. Actuellement, il existe déjà une piste cyclable – mais en mauvais état – sur l'avenue de Tervueren.

### Une phase test entre août et octobre

Ce projet flamand de mobilité sur le tronçon des Quatre Bras impacte directement les habitants de la commune de Woluwe-Saint-Pierre (et, dans une moindre mesure, ceux d'Auderghem) puisqu'il se situe sur le territoire de la commune. De quoi faire bondir son bourgmestre Benoît Cerexhe (CDH) qui rejette en bloc l'initiative, à commencer par la phase "test" du projet prévue à partir de la fin août. Concrètement, la Région flamande – soutenue par la Région bruxelloise – envisage d'installer des bollards et des blocs de béton sur ce tronçon, de la fin août à début octo-

*"Cela procède très clairement d'une stratégie de la Région flamande d'isoler les Bruxellois chez eux et là, je trouve que l'exécutif bruxellois tombe naïvement dans le piège."*



**Benoît Cerexhe (CDH)**  
Bourgmestre  
de Woluwe-Saint-Pierre

bre. L'objectif: tester et voir dans quelle mesure ce projet génère ou non un report de trafic aux abords des axes structurants de l'avenue.

"Pour nous, cela signifie que l'on va avoir un trafic de percolation à l'intérieur de tous les quartiers de la commune, puis-que les applications de mobilité qui existent aujourd'hui dévient les automobilistes vers les rues avoisinantes, fustige M. Cerexhe. C'est à l'opposé de notre accord de majorité communale puisque nous cherchons au contraire à apaiser nos quartiers en renvoyant les voitures vers les axes structurants." Ainsi, la commune de Woluwe-Saint-Pierre n'exclut d'ores et déjà pas d'introduire un recours contre la Flandre si d'aventure cette dernière devait ne pas tenir compte de son avis défavorable. "Ce projet n'a pas de sens, renchérit Alexandre Pirson (CDH), échevin de la Mobilité de la commune bruxelloise. Entretienons la piste cyclable existante sur la voirie régionale, sécurisons les cyclistes mais, surtout, ne diminuons pas la capacité automobile de l'axe structurant du tronçon en question."

### Réduire les accès à Bruxelles?

Plus politiquement, le bourgmestre wolusanpétrusien voit dans ce projet de mobilité une sorte d'agenda caché dans le chef de la Flandre. "Expliquez-moi pourquoi les Flamands veulent élargir le ring mais rétrécir les entrées de Bruxelles?, s'inquiète Benoît Cerexhe. Cela procède très clairement d'une stratégie de la Région flamande d'isoler les Bruxellois chez eux et là, je trouve que l'exécutif bruxellois tombe naïvement dans le piège."

La ministre bruxelloise de la Mobilité, Elke Van den Brandt (Groen), soutient en effet ce projet porté par la Flandre. C'est d'ailleurs son cabinet qui a récemment convoqué les parties concernées dans le dossier. Pour elle, l'émergence de nouvelles pistes cyclables est en accord avec la politique qu'elle met en œuvre à Bruxelles. "Au risque d'accepter d'isoler les Bruxellois?", s'interroge M. Cerexhe. Qui épingle enfin les risques économiques et sociaux que peut engendrer ce genre de projet de mobilité "dissuasif pour les navetteurs" qui viennent travailler quotidiennement sur le territoire de la Région-Capitale.

Alice Dive